



Rwanda : Traitement des membres des Forces Démocratiques Unifiées (FDU) et des personnes refusant le service civique (*ingando/urugerero/itorero*)

Asylos, MAI 2023

Sommaire

Demande de recherche	4
Sources consultées	5
Résultats de la recherche	7
À propos d'Asylos	25

Cher lecteur, Chère lectrice,

Cette note a été produite par Asylos, un réseau international de chercheurs bénévoles qui assistent les avocats défendant les demandeurs d’asile.

Les bénévoles engagés auprès d’Asylos croient en l’importance du droit d’asile et souhaitent contribuer par leurs recherches à des décisions équitables, basées sur les meilleures connaissances possibles de la situation des requérants.

Veillez noter que les chercheurs d’Asylos ne sont pas des experts légalement agréés dans les domaines sur lesquels nous effectuons des recherches et ne peuvent donc pas être qualifiés comme témoins experts. Nous compilons des informations primaires et secondaires pour répondre à certaines questions spécifiques à un pays, mais nous ne fournissons ni évaluation ni analyse des données. De même, nous ne fournissons pas de conseils juridiques. Ce rapport doit être considéré à titre consultatif, pour éclairer votre argument ou soutenir le cas de votre client. Bien que nous nous efforçons d’être aussi complets que possible, aucune recherche ne peut jamais fournir une image exhaustive de la situation. Il est donc important de noter que l’absence d’information ne doit pas être considérée comme une preuve de l’existence d’un problème.

Aidez-nous à suivre l’impact de notre travail. Savoir que nos recherches ont été utiles est notre plus grande récompense. Si vous lisez cette note ou utilisez certains extraits pour argumenter votre cas, veuillez, s’il vous plaît :

- Aller sur <https://resources.asylos.eu/give-feedback/>
- Insérer le numéro de référence de la note **AFR2022-27**, cliquer sur “submit” et suivre les instructions.

Merci beaucoup,

Votre équipe Asylos

Demande de recherche

1. Comment les militants des Forces Démocratiques Unifiées (FDU) ont-ils été traités par le parti au pouvoir au Rwanda ces trois dernières années ?
2. Qu'est-ce que c'est l'*ingando* au Rwanda et existe-t-il des différences avec l'*urugerero* ?
3. Une prestation de serment est-elle obligatoire à la fin de l'*ingando* ? Si oui, de quel serment s'agit-il et quelles sont les conséquences en cas de refus ?
4. Faut-il prêter serment pour travailler au sein de la banque de Kigali / pour exercer un emploi dans la fonction publique ? Si oui, de quel serment s'agit-il et quelles sont les conséquences en cas de refus ?
5. Y a-t-il des cotisations obligatoires à verser au régime, plus spécifiquement pour les personnes travaillant à la banque de Kigali ou dans la fonction publique ?

Période de recherche

La plus ancienne source date de JUILLET 2002 et la source la plus récente date de JANVIER 2022. Nous avons choisi d'inclure des sources plus vieilles de trois dans les cas où elles avaient une valeur informative qui n'avait pas d'équivalent parmi les sources plus récentes, et dans le cas spécifique de la loi concernant le service publique de 2022, qui est toujours en vigueur.

Termes de recherche

Ingando
Ingando serment
Ingando camps
Itorero
FDU militants
FDU Rwanda
FDU traitement
UDF activists
UDF treatment
Rwanda government oppression
Banque de Kigali serment
Rwanda fonction publique
Rwanda fonction publique serment
Rwanda public service oath
Rwanda fonction publique cotisations
Banque de Kigali cotisations

Sources consultées

Toutes les sources en ligne ont été consultées en NOVEMBRE 2022.

1. Organisations Internationales

- UNHCR (UN High Commissioner for Refugees)
- International Labour Organization

2. Sources (inter)gouvernementales

- US Department of State
- United Kingdom Home Office
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

3. Rapports d'ONG, think-tanks

- Human Rights Watch
- Amnesty International

- UN Watch
UN Watch est une organisation non-gouvernementale qui se donne pour mission « d’assurer que l’ONU respecte sa propre Charte et que les Droits de l’Homme soient accessibles à tous ». Fondée en 1993 par le diplomate américain Morris Abram, elle est basée à Genève (Suisse). Elle est accréditée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies.
- Civil Rights Defenders
Civil Rights Defenders (anciennement Swedish Helsinki Committee) est une organisation internationale non gouvernementale basée à Stockholm, en Suède, qui travaille sur les droits de l'homme, notamment les droits civils et politiques. Son but est principalement de soutenir les défenseurs des droits de l'homme en leur fournissant des services de renforcement des capacités, de formation et de financement, ainsi qu'un soutien en matière de sécurité et d'urgence pour les défenseurs des droits de l'homme en danger.

4. Médias

- AFP
- TV5 Monde
- Agence Ecofin
Agence d'information économique africaine. Elle couvre au quotidien l’actualité de 9 secteurs africains : gestion publique, finance, télécoms, agro, électricité, mines, hydrocarbures, communication et formation. Elle conçoit et gère également des médias spécialisés, web et papier, pour des institutions ou des éditeurs africains.
- New York Times
- CNN
- Al Jazeera
- Rwandapedia
Un site créé par le gouvernement rwandais pour expliquer certains concepts de leur culture et de leur histoire. Comme il s'agit d'un produit direct du gouvernement rwandais, qui dispose d'une propagande très puissante, certaines informations peuvent être biaisées ou trompeuses.
- Jambonews
Jambonews est le site d’information initié par l’ASBL Jambo (une association de défense des droits de l'homme créée le 11 janvier 2008) le 1er octobre 2010. L’objectif de ce site est d’informer ses lecteurs sur l’actualité touchant à l’Afrique des grands lacs en général et au Rwanda en particulier.
- The New Times
The New Times est la plus grande organisation médiatique privée du Rwanda. L'entreprise a été créée en 1995, un an après la fin du génocide contre les Tutsis.

5. Sources Académiques

- Genocide Research Hub
Le Genocide Research Hub est géré par le programme Research, Policy and Higher Education (RPHE), qui fait partie du programme Genocide Research and Reconciliation d'Aegis Trust, financé par le Department for International Development du Royaume-Uni. Le programme informe la politique et la pratique sur la consolidation de la paix et la prévention du génocide au Rwanda avec des preuves, et il soutient également la communauté de recherche

rwandaise dans la fourniture et la communication de ces preuves. Le RPHE travaille en partenariat avec des chercheurs, des décideurs et des praticiens rwandais.

- Robert Schuman Centre

Le Robert Schuman Centre fait partie du European University Institute (EUI), basé a Florence. Il a été créé en 1993 pour compléter les quatre départements disciplinaires de l'EUI, à savoir ces de l'économie, de l'histoire et les civilisations, du droit et des sciences sociales et politiques, dans le but de développer une recherche universitaire de pointe et d'utiliser cette recherche pour s'engager auprès d'une grande variété d'acteurs dans les secteurs public et privé.

- University of Antwerp (Université d'Anvers)

- Refugee Studies Centre

Le Refugee Studies Centre (RSC) a été créé en 1982, dans le cadre du département du développement international de l'Université d'Oxford, afin de promouvoir la compréhension des causes et des conséquences des migrations forcées et d'améliorer les conditions de vie de certaines des personnes les plus marginalisées au monde.

Résultats de la recherche

Les résultats dans cette note de recherche sont présentés par ordre antéchronologique.

1. Traitement des militants des FDU ces trois dernières années

Les sources montrent qu'au cours des trois dernières années, des membres des FDU-Inkingi ont été arrêtés et retenus en captivité à plusieurs reprises, ont disparu et ont été accusés d'un certain nombre d'infractions légales.

- « Les autorités ont parfois détenu des détenus politiquement sensibles dans des cellules individuelles. Des groupes internationaux et nationaux de défense des droits humains ont signalé que le gouvernement détenait un petit nombre de prisonniers politiques, dont Christopher Kayumba (voir la section 3, Partis politiques et participation politique), Deo Mushayidi, Theoneste Niyitegeka, et neuf personnes affiliées au parti d'opposition politique non enregistré DALFA-Umurinzi, qui ont été arrêtées en octobre et étaient en procès au cours de l'année. Six dirigeants du parti FDU-Inkingi sont également restés en prison après avoir été arrêtés en 2017 et condamnés en 2020 pour divers chefs d'accusation résultant, selon eux, de leurs activités politiques.

[...] La constitution esquisse un système multipartite mais n'accorde que peu de droits aux partis et à leurs candidats. Il était courant que les principes et les valeurs du FPR soient mis en avant lors des activités civiques. Les représentants du gouvernement ont souvent encouragé en privé les citoyens à rejoindre le FPR. Les partis politiques alliés au FPR ont pu, dans une large mesure, fonctionner librement, mais leurs membres s'exposaient à des sanctions légales s'ils étaient reconnus coupables d'actes de division, de déstabilisation de l'unité nationale, de menace de l'intégrité territoriale ou d'atteinte à la sécurité nationale. Les observateurs ont rapporté que l'appartenance au FPR conférait parfois des avantages pour l'obtention de certains types d'emplois et d'opportunités commerciales, y compris l'obtention de contrats de marchés publics. DALFA Umurinzi, un parti politique d'opposition issu des FDU-Inkingi, n'est toujours pas enregistré. Selon certaines informations, le gouvernement aurait harcelé ou autrement ciblé les membres de DALFA Umurinzi et des FDU-Inkingi.» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: "Occasionally authorities held politically sensitive detainees in individual cells. International and domestic human rights groups reported the government held a small number of political prisoners in custody, including Christopher Kayumba (see section 3, Political Parties and Political Participation), Deo Mushayidi, Theoneste Niyitegeka, and nine individuals affiliated with unregistered political opposition party DALFA-Umurinzi who were arrested in October and were on trial during the year. Six FDU-Inkingi party leaders also remained in prison after being arrested in 2017 and convicted in 2020 on various charges that they alleged were a result of their political activities.

[...] *The constitution outlines a multiparty system but provides few rights for parties and their candidates. It was common for RPF principles and values to receive prominent attention during civic activities. Government officials often privately encouraged citizens to join the RPF. Political parties allied to the RPF were largely able to operate freely, but members faced legal sanctions if found guilty of engaging in divisive acts, destabilizing national unity, threatening territorial integrity, or undermining national security. Observers reported membership in the RPF sometimes conferred advantages for obtaining certain types of employment and business opportunities, including obtaining government procurement contracts. DALFA Umurinzi, an opposition political party that spun off from the FDU-Inkingi, remained unregistered. There were reports the government harassed or otherwise targeted DALFA Umurinzi and FDU-Inkingi members.*"

US Department of State: "[2021 Country Reports on Human Rights Practices: Rwanda](#)", janvier 2022, consulté le 10 novembre 2022.

- « Ingabire, ancienne présidente du parti d'opposition non enregistré FDU-Inkingi avant de créer Dalfa-Umurinzi en novembre 2019, a été condamnée à 15 ans de prison pour complot visant à saper le gouvernement établi et négation du génocide après avoir tenté de se présenter aux élections présidentielles de 2010. Elle a finalement été graciée et libérée en septembre 2018. Sibomana, alors secrétaire général des FDU-Inkingi, a été arrêté pour la première fois aux côtés d'un autre membre du parti, Anselme Mutuyimana, en 2012 et accusé d'avoir tenu une réunion illégale dans un bar. Mutuyimana a été libéré en 2018 mais retrouvé mort dans des circonstances mystérieuses en mars 2019. Sibomana a été libéré en 2021

[...] Ces dernières années, plusieurs membres des FDU-Inkingi -- désormais Dalfa-Umurinzi -- ont déclaré avoir été détenus au secret, battus et interrogés sur leur appartenance au parti. En janvier 2020, six membres ont été condamnés pour avoir formé ou collaboré avec des forces armées irrégulières et pour avoir commis des infractions contre l'État. Parmi les personnes condamnées figurait Boniface Twagirimana, chef adjoint du parti, qui a "disparu" de sa cellule de prison à Mpanga, dans le sud du Rwanda, en octobre 2018, et est toujours porté disparu.

Trois autres personnes -- Théophile Ntirutwa, Venant Abayisenga et Léonille Gasengayire -- ont été acquittées de toutes les accusations et libérées. Après leur libération, ils ont donné des interviews vidéo à des chaînes locales de YouTube, dans lesquelles ils décrivaient en détail leur détention provisoire et décrivaient les mauvais traitements et la torture qu'ils avaient subis, notamment à Kwa Gacinya, un centre de détention non officiel situé dans le quartier de Gikondo, à Kigali, et dans les prisons de Mageragere et de Nyanza.

Abayisenga a été porté disparu en juin après être sorti pour acheter du crédit téléphonique, et l'on craint qu'il ne soit disparu de force ou mort. Ntirutwa a été arrêté de nouveau après l'attaque de son magasin dans le district de Rwamagana le

11 mai. Le 18 mai, Ntirutwa et trois autres personnes qui se trouvaient dans sa boutique au moment de l'attaque ont été inculpés de meurtres, de vols et de "diffusion de fausses informations dans l'intention de créer une opinion internationale hostile à l'État rwandais". Leur procès n'a pas encore commencé.

En 2019, trois membres des FDU-Inkingi ont été portés disparus ou retrouvés morts dans des circonstances mystérieuses. Outre Mutuyimana, en septembre, Syldio Dusabumuremyi, le coordinateur national du parti, a été poignardé à mort. Et Eugène Ndereyimana, un membre du parti, a été porté disparu le 15 juillet, après ne pas s'être présenté à une réunion à Nyagatare, dans la province orientale. En mars 2016, Illuminée Iragena, militante politique et membre des FDU-Inkingi, a été portée disparue, très probablement victime d'une disparition forcée dans une détention gouvernementale non reconnue.

“Les méthodes brutales employées par le Rwanda pour réprimer la dissidence donnent des raisons de s'inquiéter grandement pour la sécurité et le bien-être de toute personne arrêtée”, a déclaré Mudge. “Les partenaires internationaux du Rwanda devraient condamner publiquement la répression et le bilan abyssal du Rwanda en matière de droits de l'homme, et faire pression pour la libération immédiate et inconditionnelle du groupe.”» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: “Ingabire, the former president of the unregistered opposition party FDU-Inkingi before creating Dalfa-Umurinzi in November 2019, was sentenced to 15 years in prison for conspiracy to undermine the established government and denying the genocide after she tried to contest the 2010 presidential elections. She was eventually pardoned and released in September 2018.

Sibomana, the FDU-Inkingi's then-secretary-general, was first arrested alongside another member of the party, Anselme Mutuyimana, in 2012 and accused of holding an illegal meeting in a bar. Mutuyimana was released in 2018 but found dead in mysterious circumstances in March 2019. Sibomana was released in 2021 [...]

In recent years, several members of the FDU-Inkingi -- now Dalfa-Umurinzi -- have reported being detained incommunicado, beaten, and questioned about their membership to the party. In January 2020, six members were convicted of charges including forming or collaborating with irregular armed forces and offenses against the state. Those convicted included Boniface Twagirimana, the party's deputy leader, who “disappeared” from his prison cell in Mpanga, southern Rwanda, in October 2018, and is still missing.

Three others -- Théophile Ntirutwa, Venant Abayisenga, and Léonille Gasengayire -- were acquitted of all charges and released. After their release, they gave video interviews to local YouTube channels detailing their pretrial detention and describing ill-treatment and torture, including in Kwa Gacinya, an unofficial detention facility in the Gikondo neighborhood of Kigali, and in Mageragere and Nyanza prisons.

Abayisenga was reported missing in June after he went out to buy phone credit, and is feared forcibly disappeared or dead. Ntirutwa was rearrested following an attack at his shop in Rwamagana District on May 11. On May 18, Ntirutwa and three others at his shop at the time of the attack were charged with offenses including murder, theft, and "spreading false information with intent to create a hostile international opinion against the Rwandan State." Their trial has yet to begin.

In 2019, three members of the FDU-Inkingi were reported missing or found dead in mysterious circumstances. In addition to Mutuyimana, in September, Syldio Dusabumuremyi, the party's national coordinator, was stabbed to death. And Eugène Ndereyimana, a party member, was reported missing on July 15, after he failed to arrive for a meeting in Nyagatare, Eastern Province. In March 2016, Illuminée Iragena, a political activist and FDU-Inkingi member, was reported missing, most likely forcibly disappeared in unacknowledged government detention.

"Rwanda's brutal methods to quash dissent give reason to be greatly concerned for the safety and well-being of anyone arrested," Mudge said. "Rwanda's international partners should publicly condemn the crackdown and Rwanda's abysmal human rights record, and press for the group's immediate and unconditional release."

Human Rights Watch: "[Rwanda: Crackdown on Opposition, Media Intensifies](#)", octobre 2021, consulté le 11 novembre 2022.

- « DISPARITIONS FORCÉES

Les disparitions forcées de membres de l'opposition se sont poursuivies et plusieurs affaires présumées remontant aux années précédentes n'avaient toujours pas été élucidées. En juin a été signalée la disparition de Venant Abayisenga, un membre de Développement et liberté pour tous (DALFAUmurinzi) et ancien membre des Forces démocratiques unifiées-Inkingi (FDUInkingi), deux partis d'opposition non reconnus par les autorités. Il avait été relaxé en janvier du chef de formation d'un groupe armé illégal et remis en liberté. Il a indiqué aux médias qu'il avait été torturé en détention. À la fin de l'année, on ignorait toujours où il se trouvait. Le Rwanda n'avait pas ratifié la Convention internationale contre les disparitions forcées. »

Amnesty International: "[Amnesty International Rapport 2020/21: La situation des droits humains dans le monde](#)", avril 2021, consulté le 11 novembre 2022.

- « Selon certaines informations, le gouvernement aurait commis des meurtres arbitraires ou illégaux. Le Rwanda Investigation Bureau (RIB) est chargé de mener des enquêtes sur ces meurtres. Sous l'égide du ministère de la Justice, l'Autorité nationale des poursuites publiques (NPPA) est chargée de poursuivre les cas d'abus impliquant la police, tandis que l'Inspection des services de la Police nationale du Rwanda (RNP) enquête sur les cas de mauvaise conduite de la police.

[...] Il a également été signalé que le gouvernement n'a pas respecté son obligation de mener des enquêtes complètes, opportunes et transparentes sur les meurtres d'opposants politiques, comme le meurtre en mars 2019 d'Anselme Mutuyimana, membre du parti d'opposition non enregistré Forces démocratiques unies-Inkingi (FDU-Inkingi). Les FDU-Inkingi et Human Rights Watch (HRW) ont allégué l'implication du gouvernement dans le meurtre de Mutuyimana. Bien que le RIB ait annoncé en mars 2019 qu'il enquêtait sur la mort de Mutuyimana et qu'il avait arrêté un suspect, l'enquête n'a pas progressé depuis.

[...] Des partis politiques d'opposition non enregistrés ont indiqué que les autorités détenaient leurs responsables et leurs partisans, y compris pendant de longues périodes. Par exemple, 11 dirigeants des FDU-Inkingi ont passé de longues périodes en détention après avoir été arrêtés en 2017 pour diverses accusations, notamment la formation d'un groupe armé irrégulier. En janvier, sept d'entre eux ont été reconnus coupables et condamnés à des peines de prison allant de deux à 12 ans. Quatre ont été acquittés. Les avocats de la défense ont fait valoir que les arrestations étaient motivées par des raisons politiques et ont demandé sans succès au tribunal de rejeter l'affaire au motif que les procureurs ont employé des procédures inappropriées et illégales en autorisant une interception des communications après coup.

[...] Partis politiques et participation politique : La constitution prévoit un système multipartite mais accorde peu de droits aux partis et à leurs candidats. Il était courant que les principes et les valeurs du FPR soient mis en avant lors d'activités civiques et que les représentants du gouvernement encouragent en privé les citoyens à rejoindre le FPR. Les partis politiques alliés au FPR ont pu, dans une large mesure, fonctionner librement, mais leurs membres s'exposent à des sanctions légales s'ils étaient reconnus coupables d'actes de division, de déstabilisation de l'unité nationale, de menace de l'intégrité territoriale ou d'atteinte à la sécurité nationale. DALFA Umurinzi, un parti politique d'opposition issu des FDU-Inkingi, n'a toujours pas été enregistré. Selon certaines informations, le gouvernement a harcelé ou autrement ciblé des membres de DALFA Umurinzi et des FDU-Inkingi. Par exemple, en mai, Theophile Ntirutwa, membre de DALFA Umurinzi, a été arrêté en relation avec le meurtre d'un pasteur nommé Theoneste Bapfakurera. Des membres de DALFA Umurinzi ont déclaré aux journalistes que Ntirutwa était la cible d'une opération bâclée au cours de laquelle les assaillants ont tué Bapfakurera par erreur d'identité. Son affaire était en suspens en octobre, et Ntirutwa restait en prison, après s'être vu refuser une libération sous caution.» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: "There were reports the government committed arbitrary or unlawful killings. The Rwanda Investigation Bureau (RIB) is responsible for conducting investigations into such killings. Under the Ministry of Justice, the National Public Prosecution Authority (NPPA) is responsible for prosecuting abuse cases involving police, while the Rwanda National Police (RNP) Inspectorate of Services investigates cases of police misconduct.

[...] *There were also reports the government failed to follow through on its obligation to conduct full, timely, and transparent investigations of killings of political opponents such as the March 2019 killing of Anselme Mutuyimana, a member of the unregistered United Democratic Forces-Inkingi (FDU-Inkingi) opposition party. FDU-Inkingi and Human Rights Watch (HRW) alleged government involvement in Mutuyimana's killing. Although the RIB announced in March 2019 that it was investigating Mutuyimana's death and had arrested one suspect, the investigation had not progressed since that time.*

[...] *Unregistered opposition political parties reported authorities detained their officials and supporters, including for lengthy periods. For example, 11 FDU-Inkingi leaders spent significant periods in custody after being arrested in 2017 on various charges, including the formation of an irregular armed group. In January seven were convicted and given prison sentences ranging from two to 12 years. Four were acquitted. Attorneys for the defense argued the arrests were politically motivated and unsuccessfully petitioned the court to dismiss the case on grounds that prosecutors employed improper and illegal procedures in authorizing a communications intercept after the fact.*

[...] *Political Parties and Political Participation: The constitution outlines a multiparty system but provides few rights for parties and their candidates. It was common for RPF principles and values to receive prominent attention during civic activities and for government officials in private to encourage citizens to join the RPF. Political parties allied to the RPF were largely able to operate freely, but members faced legal sanctions if found guilty of engaging in divisive acts, destabilizing national unity, threatening territorial integrity, or undermining national security. DALFA Umurinzi, an opposition political party that spun off from the FDU-Inkingi, remained unregistered. There were reports the government harassed or otherwise targeted DALFA Umurinzi and FDU-Inkingi members. For example, in May DALFA Umurinzi member Theophile Ntirutwa was arrested in connection with the killing of a pastor named Theoneste Bapfakurera. DALFA Umurinzi members told journalists that Ntirutwa was the target of a botched operation where the assailants killed Bapfakurera in a case of mistaken identity. His case was pending as of October, and Ntirutwa remained in prison, having been denied bail."*

US Department of State: "[2020 Country Reports on Human Rights Practices: Rwanda](#)", janvier 2021, consulté le 11 novembre 2022.

- « Après des années de menaces, de manœuvres d'intimidation, de morts dans des circonstances mystérieuses et de procès à fort retentissement sur la base d'inculpations politiques, rares sont les partis d'opposition qui restent actifs ou commentent publiquement les politiques du gouvernement. En 2019, trois membres du groupe de l'opposition des Forces démocratiques unifiées (FDU)-Inkingi ont été portés disparus ou retrouvés morts. En septembre, Syldio Dusabumuremyi, le coordinateur national du parti, a été poignardé à mort. Sur le moment, le RIB a

annoncé avoir deux hommes en détention. Eugène Ndereyimana, également membre des FDU-Inkingi, a été porté disparu le 15 juillet quand il a manqué d'arriver à une réunion à Nyagatare, dans la province rwandaise de l'Est. Anselme Mutuyimana, un assistant de Victoire Ingabire, alors présidente des FDU-Inkingi, a été retrouvée mort en mars ; il présentait des marques de strangulation. Le RIB a déclaré avoir lancé des enquêtes sur ces dossiers. Boniface Twagirimana, le numéro deux du parti, qui a « disparu » de sa cellule de prison à Mpanga, dans le sud du Rwanda, en octobre 2018, était porté disparu au moment de la rédaction des présentes. En novembre, Victoire Ingabire a annoncé la création d'un nouveau parti, Développement et Liberté pour tous, ou Dalfa Umurinzi, et déclaré aux médias que le parti ferait campagne pour ouvrir l'espace politique et que le développement serait l'une de ses priorités. »

Human Rights Watch: "[Rapport mondial 2020: Rwanda | Human Rights Watch](#)", janvier 2021, consulté le 11 novembre 2022.

2. L'ingando au Rwanda et les différences avec l'urugerero

De nombreuses sources décrivent la pratique de l'*urugerero* comme étant une version rwandaise du service civique, au cours duquel les citoyens et citoyennes participent à des projets pour le bien-être de leurs communautés. Cependant l'*ingando* est un concept beaucoup moins connu à en croire le peu de sources s'y référant au cours des cinq dernières années. Des sources plus anciennes indiquent que les camps d'*ingando* auraient été des lieux de violations des droits humains. La principale source utilisée dans cette section est un rapport du gouvernement canadien, lui-même une compilation de la littérature et des informations existantes sur l'*ingando*. Cette source détaillant les différentes formes d'*ingando*, nous avons choisi d'inclure presque l'intégralité de ces informations.

- « Les formations Itorero destinées aux Rwandais de tous horizons au niveau des Umudugudu (villages) ainsi qu'aux jeunes par le biais de l'*urugerero* (service national) étaient conçues, par le biais de l'éducation civique, pour faire des publics ciblés de bons citoyens (intore). Ces citoyens, à leur tour, devaient devenir des acteurs clés pour façonner l'avenir du pays en contribuant, entre autres, au renforcement d'une culture de paix, de tolérance, d'unité et de réconciliation, et à l'éradication de l'idéologie du génocide et de ses racines (NURC, 2009 ; NIC, 2018). Par conséquent, Itorero a établi un lien entre les valeurs promues telles que le patriotisme et l'identité partagée avec l'unité et la paix durable (NIC, 2014, p.83). » [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: "Itorero trainings intended for Rwandans of all walks of life at the Umudugudu (Village) level as well as for the youth through urugerero (National Service) were designed, through civic education, to mould targeted audiences into good citizens (intore). These citizens, in turn, were expected to become key actors in shaping the country's future by, among others, contributing to the strengthening of a culture of peace, tolerance, unity and reconciliation, and the eradication of genocide ideology and its roots (NURC, 2009; NIC, 2018). Hence, Itorero established

a link between promoted values such as patriotism and shared identity with unity and lasting peace (NIC, 2014, p.83).”

Genocide Research Hub: “Peace Education in the Government of Rwanda Setting”, contribution dans la publication “[The Landscape of Peace Education in Rwanda](#)”, décembre 2021, pp. 19-20, consulté le 13 novembre 2022.

- « Service national (Urugerero)

Le service national (Urugerero) est destiné aux personnes âgées de 18 à 35 ans qui ont terminé leurs études secondaires. Il vise à développer un sentiment de fraternité, d'identité nationale et de participation aux programmes nationaux parmi la jeunesse rwandaise. Alors que le contenu du programme d'Itorero ry'Igihugu est particulier au Rwanda car il est basé sur des principes et des valeurs uniques à la culture rwandaise, l'Urugerero (service national) a beaucoup de points communs avec ce qui se passe dans d'autres pays.

Dans le cadre de l'Urugerero, des milliers de jeunes ont construit des logements pour les personnes vulnérables, créé des jardins potagers pour les ménages défavorisés afin de répondre aux besoins nutritionnels des bénéficiaires, réparé des routes et des ponts, notamment dans les quartiers ruraux, et participé à la mobilisation pour des causes socio-économiques vitales. Les districts ont commencé à intégrer Urugerero dans leur développement général et dans les services écosystémiques.

Urugerero continue de se développer et d'entrer en contact avec des partenaires potentiels qui peuvent inclure des organes gouvernementaux, des entreprises et des organisations non gouvernementales, afin d'élargir la portée des activités proposées aux jeunes.

[...] Les jeunes Rwandais de la diaspora en vacances au Rwanda peuvent rejoindre Urugerero et un certain nombre de jeunes Rwandais ont organisé Itorero dans des villes comme Londres et Bruxelles.

Les non-nationaux qui souhaitent participer et rendre service au pays peuvent également le faire. Les diplômés universitaires et les retraités qui ont déjà participé à Urugerero et qui souhaitent le faire à nouveau ont également la possibilité de se joindre à Itorero. » [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: National Service (Urugerero)

“National Service (Urugerero) is designed for those between the ages of 18-35 who have completed secondary education with the aim of developing a sense of fraternity, national identity and participation in national programmes among the Rwandan youth. Whilst the curriculum content of Itorero ry'Igihugu is particular to Rwanda as it is based on principles and values unique to the Rwandan culture; Urugerero (National Service), has much in common with what takes place in other countries.

Under Urugerero, thousands of youths have built housing units for the vulnerable, set up kitchen gardens for disadvantaged households to help meet beneficiaries' nutritional

needs, fixed roads and bridges especially in rural neighbourhoods, and played a part in mobilisation for vital socioeconomic causes. Districts have started to integrate Urugerero into their mainstream development and ecosystem services.

Urugerero is still developing and reaching out to potential partners which may include government organs, businesses and non-governmental organisations, in order expand the scope of the activities available to youth.

[...] Young Rwandans from the Diaspora on holidays in Rwanda can join Urugerero and a number of young Rwandans have organized Itorero in cities including London and Brussels.

Non-nationals who wish to participate and provide service to the country can also do so. University graduates and retired people who participated in Urugerero before and wish to do so again are also given the opportunity to join Itorero."

Rwandapedia: "[Itorero: How it works](#)", mars 2019, consulté le 13 novembre 2022.

- « 1. Définition et but de l'ingando

Dans les Country Reports on Human Rights Practices for 2013, le Département d'État des États-Unis signale que le Front patriotique rwandais (FPR) gouverne le Rwanda depuis la fin du génocide en 1994 et met en oeuvre des politiques de [traduction] « réconciliation nationale » depuis lors (É.-U. 27 févr. 2014, 37). D'après Rwandapedia, une plateforme en ligne lancée par le gouvernement du Rwanda et financée par la Banque africaine de développement en vue de diffuser des renseignements sur le développement du pays depuis le génocide (Rwanda 31 oct. 2013b), la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation (CNUR) du Rwanda est le ministère mis sur pied pour [traduction] « restaurer le tissu social du pays » à la suite du génocide de 1994 (ibid. 31 oct. 2013a). D'après la même source, les camps ingando sont [traduction] « l'un des plus importants programmes » de la CNUR (ibid.). Selon la CNUR, les camps ingando sont [traduction] « des camps de solidarité », décrits comme étant « une activité d'éducation civique qui a facilité la réintégration sans heurts » des Rwandais de retour au pays, des anciens membres des forces armées rwandaises et des prisonniers bénéficiant d'une libération provisoire qui regagnent leur communauté (ibid. s.d.a). Dans un article publié par la revue américaine The Nation et Foreign Policy in Focus (FPIF) [1], on peut lire que, d'après un représentant du gouvernement qui a donné des exposés dans les camps ingando, ces camps contribuaient à créer un sentiment d'identité nationale (The Nation et FPIF 23 janv. 2014). Selon la CNUR, [traduction] « [l]es camps ingando offrent des tribunes où les Rwandais peuvent tirer des leçons de leur passé en faisant face à l'histoire [et] en développant une vision commune d'un avenir solidaire » (Rwanda s.d.a).

Dans un article publié dans la revue Development and Change, Simon Turner, un ancien professeur agrégé en sciences politiques à l'Université Aalborg au Danemark dont les recherches portent principalement sur le Rwanda et le Burundi, explique qu'il y a deux types d'ingando : les [traduction] « camps de solidarité » destinés aux politiciens, à la société civile, aux dirigeants d'églises et aux étudiants; et les « camps

de rééducation » à l'intention des ex-combattants, des ex-soldats, des génocidaires avoués, des prisonniers libérés, des prostituées et des enfants de la rue (Turner 2014, 425). Il ajoute que les camps de solidarité ingando ont par la suite été rebaptisés itorero (ibid.). D'après le gouvernement du Rwanda, les étudiants au Rwanda et à l'étranger ont eux aussi commencé à participer à l'itorero, une autre forme d'éducation civique qui a été mise en place en 2007 et qui met l'accent sur [traduction] « la réintroduction de valeurs culturelles perdues » (Rwanda 31 oct. 2013a). Selon l'article de The Nation et de FPIF, [traduction] « certains membres du gouvernement ont laissé entendre qu'on procédait à un retrait progressif de l'ingando au profit d'un programme d'éducation civique moins militariste et davantage axé sur la communauté appelée itorero » (The Nation et FPIF 23 janv. 2014).

[...] 2. Les types de camps et de participants:

D'après l'article de The Nation et de FPIF, la durée du séjour aux camps ingando varie selon l'âge du participant et le motif de sa participation au camp, mais [traduction] « le plus souvent, les gens signalaient que le programme durait d'un à trois mois » (The Nation et FPIF 23 janv. 2014). D'après la recherche effectuée sur quatre camps ingando par le professeur Phil Clark de l'Université de Londres et résumée dans un livre qu'il a publié en 2010, *The Gacaca Courts, Post-Genocide Justice and Reconciliation in Rwanda*, la durée du séjour aux camps ingando pour les génocidaires libérés de prison est de trois mois (2010, 98). Dans un article faisant état de la recherche sur le terrain qu'il a effectuée en 2008 et qui était consacrée au camp ingando [traduction] « phare » à Nkumba dans le nord-ouest du Rwanda, James Kearney, coordonnateur des programmes à la United Nations Association - UK [2], a affirmé qu'au camp ingando destiné aux étudiants qui est situé près de la frontière congolaise à Ruhengeri, la formation des étudiants durait un mois (Kearney 2011, 156). Selon Andrea Purdeková, les camps ingando pour les étudiants duraient autrefois trois mois, mais, au moment de son étude en 2008-2009, la durée avait été réduite à trois semaines (sept. 2011, 15).

2.1 L'ingando destiné aux ex-combattants

L'ingando a servi à la réintégration d'anciens membres des Forces armées rwandaises (FAR) (Rwanda s.d.a; Clark 2010, 105), ainsi que [traduction] « [d']ex-combattants interahamwe » [milices impliquées dans le génocide (Clark 2010, 356)] en provenance de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) (ibid.). D'après les recherches de Simon Turner, l'ingando était obligatoire pour les ex-combattants qui revenaient du Zaïre ou de la RDC (Turner 2014, 427-428). Simon Turner a ajouté que les ex-combattants qui suivent le programme reçoivent une [traduction] « trousse de départ » et une « pièce d'identité de démobilisation » qui sert de preuve officielle qu'ils ne constituent plus une menace pour la communauté (ibid., 427-429). Parmi les sources qu'elle a consultées dans les délais fixés, la Direction des recherches n'a trouvé aucun autre renseignement allant dans le même sens.

2.2 L'ingando destiné aux génocidaires bénéficiant d'une libération provisoire

Phil Clark signale que [traduction] « certaines personnes soupçonnées [d'avoir pris part au génocide] » sont envoyées à l'un des dix-huit camps ingando un peu partout au Rwanda (Clark 2010, 98). Selon la CNUR, l'ingando sert à la réintégration [traduction] « des prisonniers bénéficiant d'une libération provisoire » dans leur communauté (Rwanda s.d.a). D'après Phil Clark, depuis 2003, les génocidaires avoués doivent se soumettre à l'ingando dans le cadre de leur libération provisoire, avant de comparaître devant un tribunal gacaca (Clark 2010, 105). De même, on peut lire dans Rwandapedia que, durant la formation ingando, les génocidaires [traduction] « confessaient leurs crimes » et parlaient de leurs rôles dans le génocide (Rwanda 31 oct. 2013a). D'après Andrea Purdeková, il y a des prisonniers qui purgent des [traduction] « peines de substitution » dans les camps ingando et dont les activités comprennent « un dur labeur physique » et des classes plus courtes; ces prisonniers sont appelés des « tigistes » [mot dérivé du terme « travaux d'intérêt général » ou TIG, une forme de service communautaire qui englobe des travaux dans le domaine de la construction, notamment la construction de maisons (Clark 2010, 98)] (Purdeková sept. 2011, 17). Andrea Purdeková souligne que les prisonniers peuvent demeurer dans des programmes de TIG [traduction] « pendant des années » (ibid.). Selon des sources, après avoir purgé leur peine de prison, les génocidaires libérés doivent passer par un camp ingando avant de regagner leur communauté (ibid., 19; Clark 2010, 101). Le but principal de ces camps est [traduction] « [d']enseigner des leçons aux détenus avant qu'ils ne retournent dans leurs communautés », afin qu'ils « "ne répètent pas le génocide" », selon l'un des coordonnateurs de la CNUR interviewés par Phil Clark en 2010 (ibid., 103-104). Andrea Purdeková affirme que, d'après son analyse, les prisonniers libérés, les Hutus qui retournent au pays et les ex-combattants qui prônent peut-être [traduction] « le "divisionnisme" » constituent, aux yeux du gouvernement, une catégorie de personnes qui ont « un besoin particulier de rééducation » et d'un « exercice d'intégration », notamment en matière de politique et d'histoire, mais aussi de leçons pratiques sur « les politiques et les programmes du gouvernement » (Purdeková sept. 2011, 19).

2.3 L'ingando ou l'itorero destiné aux étudiants et autres membres de la société

Les enseignants, les chargés de cours à l'université, les étudiants, les commerçants et les fonctionnaires ont suivi la formation civique dans les camps ingando, d'après Phil Clark (Clark 2010, 105). Selon la CNUR, [traduction] « les femmes, les membres de groupes de jeunes, les étudiants qui s'inscrivent à l'université et les dirigeants locaux » figurent parmi les groupes ciblés par la formation ingando (Rwanda s.d.a). D'après des représentants gouvernementaux cités dans l'article de The Nation et de FPIF, la [traduction] « majorité » des jeunes Rwandais de 14 à 35 ans ont participé à des camps ingando (The Nation et FPIF 23 janv. 2014). Selon des sources, le but des représentants gouvernementaux est de faire en sorte que tous les citoyens aient suivi la formation ingando d'ici 2020 (ibid.; Purdeková sept. 2011, 18).

Selon les Country Reports 2013, l'ingando est obligatoire au terme des études secondaires (É.-U. 27 févr. 2014, 23). Des sources affirment que la participation à l'ingando est requise pour les étudiants qui fréquentent l'université grâce aux bourses gouvernementales (The Nation et FPIF 23 janv. 2014; Purdeková 2011, 16) ou pour s'inscrire à l'université (ibid.). D'après une déclaration de la commissaire de

la Commission nationale d'itorero, publiée par le média rwandais IGIHE, les jeunes sont tenus d'obtenir un certificat attestant leur participation aux camps de solidarité pour postuler des emplois dans les établissements publics (IGIHE 4 déc. 2013).

Andrea Purdeková précise que [traduction] « les personnes perçues comme des déviants sociaux », y compris les jeunes de la rue, ont été ciblées pour les programmes d'ingando (sept. 2011, 20).

D'après l'article de The Nation et de FPIF, [traduction] « même lorsque l'ingando n'est pas strictement obligatoire, les pressions sociales et politiques sont souvent assez fortes pour contraindre les citoyens à y participer » (23 janv. 2014).

[...] 4. Le traitement réservé aux participants

En juin 2013, l'Associated Press (AP) a signalé que 14 hommes et 2 femmes avaient fui le Rwanda et demandé l'asile en Ouganda, en soutenant avoir été victimes de [traduction] « harcèlement de la part des autorités » pour avoir refusé de participer à un programme d'ingando à Butare, à 80 kilomètres de Kigali (AP 17 juin 2013). Les étudiants affirmaient que, en raison de leur refus de participer au programme, les autorités ne leur avaient pas communiqué les résultats de leurs examens du secondaire (ibid.). Selon deux des étudiants, leur refus était fondé sur le fait que leurs amis qui s'étaient présentés à la formation ingando s'étaient vus [traduction] « forcés de traverser la frontière et de combattre avec le M23, un des nombreux groupes de rebelles actifs dans le Nord-Kivu, une province du Congo en proie à des conflits » (ibid.). Les étudiants auraient également affirmé que [traduction] « la plupart de leurs amis qui sont partis ne sont jamais revenus » (ibid.). Parmi les sources qu'elle a consultées dans les délais fixés, la Direction des recherches n'a trouvé aucun autre renseignement allant dans le même sens. Toutefois, d'après les Country Reports 2013, le gouvernement du Rwanda a fourni un soutien aux rebelles armés du M23 dans l'est de la RDC, et le M23 a recruté des mineurs et des réfugiés rwandais (É.-U. 27 févr. 2014, 1). Selon les Country Reports 2012, des [traduction] « jeunes à risque » âgés de 18 à 35 ans détenus sur l'île d'Iwawa au Rwanda dans un « Centre de réadaptation et de développement professionnel » ont été recrutés afin qu'ils se joignent au groupe armé M23 en RDC (19 avr. 2013, 9).

Dans les Country Reports 2012, on peut lire que, durant des camps ingando d'éducation civique et d'entraînement militaire, les Forces rwandaises de défense (FRD) ont exercé des pressions sur des jeunes hommes vivant dans des orphelinats afin qu'ils s'enrôlent dans l'armée (ibid. 19 avr. 2013, 18). D'après les Country Reports 2012, [traduction] « certains parents ont signalé que des dirigeants locaux du FPR avaient également exercé des pressions sur leurs enfants pour qu'ils se joignent au parti durant l'ingando » (ibid.). Au dire d'un représentant du gouvernement du Rwanda cité dans l'article de Phil Clark, l'idée fondamentale de l'ingando est que [traduction] « les gens ne sont pas nés avec des valeurs; les valeurs ne peuvent être assimilées que par la pratique et l'éducation. Il faut avoir un enseignement spécifique en matière de réconciliation et de démocratisation » (Clark 2010, 104). Phil Clark affirme que [traduction] « de telles opinions sont fortement inspirées de l'idéologie du FPR » (ibid.) D'après certains participants aux camps ingando interviewés par The Nation

et FPIF, les exposés gouvernementaux étaient [traduction] « empreints de coercition et de propagande » (The Nation et FPIF 23 janv. 2014).

Selon James Kearney, qui se fonde sur des observations faites en 2008 au camp ingando phare destiné aux étudiants à Ruhengeri, le recours au [traduction] « châtement collectif » permettait de garantir l'obéissance, châtement qui « comportait souvent des coups de fouet » (Kearney 2011, 171). D'après l'article de The Nation et de FPIF, de l'avis de certains, les camps ont évolué avec le temps. Les personnes ayant assisté à ces camps avant 2010 en font des descriptions particulièrement troublantes. Un candidat à la maîtrise âgé de 25 ans qui a participé à un camp ingando en 2008 a affirmé que le programme « [lui] a appris comment contribuer en tant que soldat, non en tant qu'intellectuel ». De nombreuses personnes ont signalé que, à leur arrivée aux camps, les participants étaient contraints de porter une tenue militaire et étaient traités comme de nouvelles recrues. Un participant a affirmé avoir été battu et harcelé aux camps, récit commun chez les participants à l'ingando aujourd'hui dans la mi-vingtaine (The Nation et FPIF 23 janv. 2014).

D'après la même source, certains répondants ont soutenu que l'ingando a été [traduction] « modéré depuis quelques années », tandis que « d'autres déclarent sans équivoque que le programme reste aussi militariste que jamais » (ibid.). Parmi les sources qu'elle a consultées dans les délais fixés, la Direction des recherches n'a trouvé aucun autre renseignement allant dans le même sens. »

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada: "[Rwanda : information sur les camps ingando, y compris l'organisation, la structure, les programmes et la participation; des cas de violation des droits de la personne dans ces camps \(2010-novembre 2014\)](#)" novembre 2014, consulté le 13 novembre 2022.

3. L'ingando et son serment

Il ne semble pas y avoir de mention directe de serments pour la version originale de l'ingando. Cependant certains types d'ingando en particulier les types les plus militarisés (*itorero*, par exemple, requièrent des serments. Or, c'est cette forme militarisée de service civique tend à être de plus en plus pratiquée. La participation à l'ingando n'est pas formulée dans la loi mais ne pas y participer expose à une stigmatisation par les représentants institutionnels (administrations, université et autres) ainsi qu'une ostracisation communautaire.

- « L'Ingando désigne un moment unique, dans la culture rwandaise, où les anciens ou les jeunes doivent quitter leur village, se rendre dans un lieu isolé pour réfléchir et discuter des problèmes fondamentaux de la communauté (par exemple, la famine, les conflits...). Après le génocide et la guerre civile, les Ingando ont été réactivés pour constituer une école d'éducation civique dédiée à l'apprentissage des vertus de l'unité et du patriotisme. Outre leur rôle dans l'intégration des réfugiés et des militaires, et avant leur remplacement par l'Itoero (école d'éducation civique), les Ingando ont continué à être utilisés comme une forme d'ateliers de résolution de problèmes et un espace d'interactions dynamiques entre les personnes, ainsi que comme un outil de cohésion sociale, d'unité et d'intégration. Ils ont également été élargis aux élèves des écoles et des universités, ainsi qu'aux fonctionnaires. Ingando

était donc une école qui permettait de découvrir le déroulement quotidien de la vie du pays, un espace qui permettait de comprendre l'importance de la coexistence pacifique et de l'intégration socio-économique, ainsi que, du point de vue des survivants, une forme de thérapie et un lieu de rétablissement. Ingando a aidé les participants à surmonter la peur et la suspicion mutuelles, la haine et la tentation de la vengeance, à parler de l'histoire du conflit qui les divise, à accepter la responsabilité de tout préjudice causé à l'autre, à démystifier les perceptions négatives de l'autre et à se mettre d'accord sur ce que l'avenir leur réserve.

Itorero est un type plus poussé d'Ingando. Il a été créé par le Conseil des ministres du 12 novembre 2007 en tant qu'initiative locale d'éducation civique inspirée de la culture rwandaise. Traditionnellement, l'Itorero était une école qui servait à inculquer des valeurs morales et la capacité de faire face aux problèmes de la société. Le processus se termine généralement par des fêtes conviviales, c'est-à-dire des activités de divertissement social, au cours desquelles les participants interprètent des chansons et des danses culturelles et partagent nourriture et boissons. Plus avancé que les camps Ingando, l'Itorero est organisé à tous les niveaux de l'administration, du niveau local au niveau central, ainsi que dans la diaspora. L'objectif est de réintroduire la culture du service au pays sans récompense financière ; d'accroître les niveaux de sensibilisation à l'unité et à la réconciliation ; d'encourager le patriotisme, l'unité et la responsabilité, qui sont considérés comme des attributs contribuant au progrès, à la cohésion sociale, à la paix et à la réconciliation.

Itorero s'adresse à tous les Rwandais et comprend différents programmes d'enseignement adaptés aux différentes catégories de la population, y compris les enfants de sept ans et plus. Les enfants sont formés dans leurs villages pour les aider à grandir et à devenir des citoyens responsables et productifs. La catégorie obligatoire est celle des personnes âgées de 18 à 35 ans, ayant terminé leurs études secondaires. Les autres catégories de la population qui souhaitent participer ont la possibilité de le faire en fonction de leur parcours professionnel et des priorités de service établies. Par rapport à d'autres pays, le Rwanda a adopté un modèle mixte (à la fois volontaire et obligatoire) pour les différentes catégories de participants. En ce qui concerne l'impact d'Itorero sur l'unité et la réconciliation, les Intore (diplômés d'Itorero) font le vœu d'être exemplaires dans leurs communautés respectives où ils sont chargés de former les autres sur les questions relatives à la réconciliation nationale.» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: "Ingando referred to a unique moment, in Rwanda's culture, in which the elders or young people had to leave their village, go to an isolated place to reflect and discuss fundamental problems of the community (e.g., famine, conflict...). After the genocide and civil war, the Ingando were revived to constitute a civic education school dedicated to learning the virtues of unity and patriotism. Beside their role in refugees and military integration, and before their replacement with Itorero (civil education school), Ingando continued to be used as a form of problem-solving workshops and a space for dynamic interactions between people, and as a tool of social cohesion, unity and integration. They were also expanded to include school and university students, as well as public servants. Ingando was thus a school that provided an exposure to the daily progress of the country's life, a space that

created understanding of the relevance of peaceful coexistence and socio-economic integration, as well as, in the view of survivors, a form of therapy and a place of recovery. Ingando helped participants: to overcome mutual fear and suspicion, hatred, and the temptation for revenge; to talk about the history of the divisive conflict; to accept responsibility for any harm done to each other; to demystify negative perceptions of each other; and to agree on what the future holds for them.

Itorero is an extended form of Ingando. It was established by the Cabinet meeting of 12 November 2007 as a civic education homegrown initiative inspired by Rwandan culture. Traditionally, Itorero was a school that was used to instil moral values and the capacity to deal with societal problems. The process generally culminates in convivial parties; that is, social entertainment activities, whereby participants perform cultural songs and dances and share food and drinks. More advanced than Ingando camps, the Itorero is organised at all levels of administration, from the local to the central levels, as well as in the diaspora. The aim is: to re-introduce the culture of serving the country without financial reward; increase the levels of awareness on unity and reconciliation; encourage patriotism, unity and responsibility, which are believed to be attributes that contribute to progress, social cohesion, peace and reconciliation.

Itorero targets all Rwandans and includes different curricula to suit the various sections of the population, including children of seven years and above. Children are trained in their villages to help them grow up to become responsible and productive citizens. The compulsory category are those aged between 18 and 35 years of age, completing their secondary education. Other categories of the population desiring to participate are given the opportunity to do so according to their professional backgrounds and the established service priorities. In comparison with other countries, Rwanda adopted a blended model (both voluntary and compulsory) for different categories of participants. With regard to the impact of Itorero in unity and reconciliation, Intore (Itorero graduates) vow to be exemplary in their respective communities where they are responsible for training others on matters pertaining to national reconciliation.”

Robert Schuman Centre: “[National Reconciliation in Rwanda: Experiences and Lessons Learnt](#)”, février 2022, p. 13, consulté le 14 novembre 2022.

- « Au cours de la période précoloniale, les jeunes nobles du Rwanda participaient aux camps d’itorero pour s’initier à diverses activités culturelles et civiques. Il s’agissait notamment des danses guerrières (*guhamiliza*), tir à l’arc (*kurasa*), jet de lance (*gutera icumu*), lutte (*gukirana*), déclamation de poèmes pastoraux et épiques (*kuvuga amazina y’inka n’ibyivugo*). En effet, ces exercices préparaient les jeunes nobles tutsi à remplacer leurs pères dans l’exercice politique et militaire du pouvoir au royaume du Rwanda précolonial. Le pouvoir du général Kagame réutilise aujourd’hui *itorero* pour désigner un service national où toutes les composantes de la société doivent se rendre, pour leur formation idéologique et leur rééducation civique. Le nouvel *itorero* a été établi en 2007 sous forme de groupe de travail (*task force*) et a pris plus de valeur en devenant une commission nationale permanente reconnue par la loi no 41/2013 du 16/06/2013 afin de recevoir un budget plus important et avoir plus de personnel. Selon sa loi créatrice, la mission de l’itorero est

de former les Rwandais au patriotisme et à la contribution au développement national afin qu'ils aient tous une 'même compréhension' des valeurs et des tabous qui leur sont communs dans leur cohabitation. Tous les Rwandais sont supposés être rééduqués pour devenir membres actifs de l'*itorero*, ou plus précisément pour obtenir le grade de 'vrai Rwandais' appelé communément *intore*. Les lauréats de l'*itorero* font le serment de rester fidèles et concluent des contrats de performance qui les obligent à l'obéissance au chef de l'Etat, considéré comme leur guide suprême ('*Intore izirusha intambwe*'), puis aux autres *intore* de haut grade, mis en place par le guide suprême lui-même.

[...] La citoyenneté innovée par Kagame s'acquiert et peut se perdre comme toute autre forme de citoyenneté politique. En principe, elle s'acquiert par la participation au camp d'*itorero*, la prise du serment que l'on devient *intore*, et l'engagement à respecter le contrat de performance qui découle de ce statut. Elle peut aussi se perdre, par le non-respect du contrat, la prison ou par tout autre acte perçu comme dénigrant l'image ou la performance du guide suprême. Comme tout contrat de citoyenneté, celui basé sur le statut d'*intore* entraîne la jouissance du droit aux autres droits socio-économiques et politiques. Les droits qu'on ne peut pas acquérir sans être passé par l'*itorero* sont notamment le droit à l'éducation de niveau supérieur, l'accès aux postes de cadres de la fonction publique (parmi les plus prestigieux au Rwanda), et le droit d'éligibilité. Les dissidents ou critiques à l'encontre du statut d'*intore* sont communément appelés ceux qui ont dépassé la ligne rouge tracée par Kagame, ou *ibigarasha*, ou encore *ennemis du Rwanda*, et sont politiquement exclus de la vraie citoyenneté et du droit qui en découle. Le mot *ibigarasha* (pluriel de *ikigarasha*) veut dire 'qui ne compte pas'. Les *intore* se mobilisent pour les traquer, les faire taire ou les éliminer. »

Jambonews: "[Les Intore du Rwanda, un endoctrinement qui inquiète](#)", mars 2020, consulté le 14 novembre 2022.

- « Au fil du temps, le type d'éducation militarisée et promouvant le militarisme modelé par ingando n'a fait que s'étendre. En 2007, un programme parallèle d'*itorero* ry'igihugu (*itorero* en abrégé) a été introduit, cette fois moins sélectif qu'ingando, dans le but de cibler les Rwandais à une échelle encore plus massive. Cet objectif a été atteint grâce à un double programme, à la fois d'éducation dans les camps (pour les formateurs de formateurs, tels que les administrateurs, les fonctionnaires, les enseignants ou la police informelle) et d'éducation au niveau local, où les résidents assistent à des sessions hebdomadaires dans les écoles locales ou dans 17 espaces publics. Le contenu du programme d'études et l'inspiration militaire restent presque identiques à ceux de l'ingando et sont peut-être même mieux définis dans l'*itorero*. Les diplômés d'*itorero* deviennent des *intore*, nom donné à l'origine aux soldats des rois précoloniaux, insinuant aujourd'hui un comportement de citoyen modèle à acquérir grâce au programme. L'identité d'*intore* " s'entoure des attributs de l'armée ", étant un assemblage d'images glorifiées de guerriers précoloniaux, de combattants de l'APR et de l'actuelle RDF. Tout comme pour ingando, la glorification de l'image du soldat se reflète à nouveau dans les chansons, les expressions d'adoration, les slogans d'appel et de réponse, en plus de l'atmosphère générale de

camp d'entraînement mettant l'accent sur la discipline, la structure et les hiérarchies, l'uniformité et l'action et la punition collective. Si les participants à l'ingando poursuivent le "travail" d'éducation civique par le biais de clubs d'unité et de réconciliation (SCUR) dans leurs établissements d'enseignement, les diplômés d'itorero signent également des contrats de performance imihigo - des promesses de contributions concrètes à des objectifs de développement plus larges - que les comités locaux d'itorero supervisent longtemps après la fin de la formation. L'imihigo trouve son origine dans la coutume militaire précoloniale des vœux verbaux, essentiellement des serments d'accomplissement que les soldats formulaient devant leur roi. À travers les idéaux de l'intore et les devoirs de l'imihigo, les écoles itorero signalent une fusion étroite des notions de défense et de loyauté, loyauté non seulement envers l'intégrité physique du pays mais aussi envers la politique et la vision du gouvernement. Les diplômés d'Intore sont appelés à devenir les soldats du développement.» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: “[...] Over time, the sort of militarised and militarism-promoting education modelled through ingando has only expanded. In 2007, a parallel programme of itorero ry’igihugu (itorero in short) was introduced, this time less selective than ingando, with the aim of targeting Rwandans on an even more massive scale. This has been achieved through a dual programme of both camp-based education (for trainers of trainers, such as administrators, public servants, teachers or informal police) and locally-based education whereby residents attend weekly sessions in local schools or 17 public spaces. The curriculum contents and military inspiration remain almost identical to ingando and if anything are perhaps brought to a finer definition in itorero. The itorero graduates become intore, originally a name given to soldiers of the pre-colonial kings, today insinuating model citizen behaviour to be acquired through the programme. The intore identity ‘rings with army attributes’ being an assemblage of glorified pre-colonial warrior images, RPA fighters and the current RDF. Just as with ingando, the glorification of soldiery is again reflected in songs, expressions of adoration, call and reply slogans, in addition to the general boot camp atmosphere placing accent on discipline, structure and hierarchies, uniformity and collective action and punishment. If ingando participants continue the ‘work’ of civic education through unity and reconciliation clubs (SCURs) in their education institutions, the itorero graduates also sign imihigo performance contracts –pledges of concrete contributions to wider development goals– which local itorero committees oversee long after the training is over. Imihigo is again traced to the pre-colonial military custom of verbal vows, essentially oaths of achievement that soldiers would articulate before their king. Through both its ideals of intore and duties of imihigo, itorero schools signal a tight conflation of notions of defence and loyalty, loyalty not only to the physical integrity of the country but now to government policy and vision. Intore graduates are to become the soldiers of development.”

University of Antwerp: “[Militarisation of governance after the conflict: beyond the rebel-to-ruler frame the case of Rwanda](#)”, avril 2017, consulté le 14 novembre 2022.

- « La participation à tous les ingando est obligatoire.²⁶

26 Bien qu'il n'y ait pas de loi exigeant la présence, elle est loin d'être volontaire. Selon HRW [Human Rights Watch] (2000), les participants y assistent parce qu'ils se sentent obligés de le faire ou qu'ils ont été informés par les autorités qu'ils doivent le faire. Les réfugiés rapatriés seraient incapables de trouver un emploi sans y assister, les étudiants boursiers du gouvernement ne peuvent pas poursuivre l'université sans éducation civique. Un employé de la CNUR [Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation] m'a dit que les élèves doivent montrer leur certificat d'Ingando avant d'entrer à l'université. [...]

Dans les ingando, les rites d'incorporation ne sont pas inclus, bien que les camps en tant que tels concernent la transition, le changement et l'incorporation du citoyen à sa place dans le nouvel ordre conçu par le gouvernement. La seule exception est l'ingando pour les nouveaux arrivants à l'université, où les jeunes gens "jouent" littéralement la coexistence en mangeant, dormant, faisant de l'exercice et apprenant ensemble. La fin de l'ingando implique à nouveau un rite de séparation - par exemple, une cérémonie de remise des diplômes et la réception d'un diplôme ou d'un certificat - qui sont considérés à la fois comme i) une clôture, la fin d'une étape ; et ii) un moyen de hâter l'incorporation et l'identification à un nouveau rôle ou à un statut différent (le certificat est une "preuve" de l'"obtention du diplôme").» [Traduit de l'anglais par Asylos.]

SOURCE ORIGINALE: "Attendance at all ingando is mandatory."²⁶

26 While there is no law requiring attendance, it is far from voluntary. According to HRW (2000), participants attend because they feel obliged to do so or have been told by the authorities that they must. Returning refugees would be unable to find a job without attending, students on government scholarships cannot proceed to university without civic education. A NURC employee told me students have to show their ingando certificate before entering university.

[...] In ingando, rites of incorporation are not included though the camps as such are about transition, change and incorporating the citizen into their place in the new government-designed order. The only exception is ingando for university entrants where young people literally 'enact' coexistence by eating, sleeping, exercising and learning together. The end of ingando again involves a rite of separation – for example, a graduation ceremony and receipt of a diploma or certificate – which are meant both as i) a closure, an end to a stage; and ii) a way to hasten incorporation and identification with a new role or different status (the certificate is a 'proof' of 'graduation')."

Refugee Studies Centre: "[Rwanda's Ingando camps: Liminality and the reproduction of power](#)", septembre 2011, pp. 16 et 44, consulté le 15 novembre 2022.

4. Serment pour exercer un emploi dans la fonction publique

Dans le temps imparti pour cette recherche, Asylos n'a pas pu trouver d'information relative à l'importance du serment pour travailler à la Banque de Kigali. La loi rwandaise stipulait, depuis 2002, que tous les fonctionnaires devaient prêter serment. Cependant, en 2020 la disposition a été abrogée pendant une révision de la loi dans le Parlement.

- « Une disposition du projet de loi établissant le statut général de la fonction publique qui obligeait les fonctionnaires à prêter serment avant d'être autorisés à assumer leurs responsabilités a été retirée du projet de loi modifiant le statut. Cette suppression a été annoncée par la députée Christine Muhongayire, présidente de la commission parlementaire permanente des affaires sociales, lors d'une session plénière de la Chambre des députés lundi 27 juillet 2020. [...]

La disposition relative à la prestation de serment et à la manière de le faire a suscité une controverse parmi les parlementaires lors d'un vote tenu le mois dernier (mercredi 17 juin 2020) au Parlement. Il stipulait qu'un fonctionnaire prêtait serment avant de commencer ses fonctions. En ce qui concerne le mode de prestation de serment, l'ancien statut stipulait qu'un fonctionnaire prête serment en tenant le drapeau national de la main gauche et en levant la main droite avec une paume tendue. Un fonctionnaire souffrant d'un handicap qui ne lui permet pas de tenir le drapeau, prête serment en drapant le drapeau autour de son corps. Si une personne refuse de prêter serment en vertu de cette disposition, elle est licenciée et mise à l'index [dans la fonction publique] pendant sept ans, ont entendu les législateurs. [...]

"Nous avons continué à échanger des idées sur cet article avec l'institution représentative du gouvernement qui a entamé le projet de loi. Ils nous ont expliqué qu'ils avaient également tenu d'autres discussions à ce sujet afin de l'améliorer. Nous avons réalisé que cet article devait être retiré [du projet de loi] pour diverses raisons", a déclaré M. Muhongayire. [traduit de l'anglais par Asylos]»

SOURCE ORIGINALE: "A provision of the draft law establishing the general statute governing public service which compelled public servants to take an oath before being allowed to assume their responsibilities has been removed from the bill amending the statute. The removal was announced by MP Christine Muhongayire, Chairperson of the Parliamentary Standing Committee on Social Affairs during a plenary session of the Chamber of Deputies on Monday, July 27, 2020. [...]"

The provision on taking the oath and how to do it had caused a controversy among parliamentarians during a voting held last month (on Wednesday, June 17, 2020) at Parliament. It stipulated that a public servant takes an oath before commencing duties. On the mode of swearing in, the old statute stated that a public servant takes oath while holding the national flag with left hand and raising the right hand with a stretched palm. A public servant with a disability that not enable him or her to hold the flag, takes the oath while draping the flag around their body. In case one refuses to take oath under such a provision, they are dismissed, and blacklisted [in the public service] for seven years, lawmakers had heard. [...]"

“We continued to exchange ideas on this article with the representative institution of the government which initiated the bill. They explained to us that they also held more discussions about it in order to improve it. We realised that this article should be removed from [the bill] because of various reasons,” Muhongayire said.”

The New Times: “[Parliament repeals provision compelling public servants to take oath – The New Times](#)”, juillet 2020, consulté le 15 novembre 2022.

- « Article 29 : Avant d’entrer en fonction tout agent de l’Etat prête le serment suivant :« Moi, Au nom du Dieu tout puissant, je jure solennellement à la Nation de remplir loyalement mes fonctions, de garder fidélité à la République Rwandaise, de respecter le Chef de l’Etat ainsi que les institutions de l’Etat et de promouvoir les intérêts du peuple Rwandais dans le respect de la Loi Fondamentale et des autres lois ».La prestation du serment est solennelle et se fait devant l’autorité compétente. »

International Labour Organisation : “[Codes et Lois du Rwanda](#)”, juillet 2002, consulté le 15 novembre 2022.

5. Cotisations obligatoires à verser au régime

Selon la loi rwandaise, les seules cotisations obligatoires sont celles à verser à la Caisse Sociale. Asylos n’a trouvé aucune information sur des pratiques éventuelles de cotisations forcées auxquelles les fonctionnaires rwandais seraient assujettis.

- « Article 125 : L’admission et la mise à la retraite sont décidées par l’autorité compétente en matière de Fonction Publique et confère à l’agent de l’Etat le droit à une prime de fin d’activité égale au sextuple du salaire net le plus élevé atteint au cours de sa carrière sur lequel sont assises les cotisations dues à la Caisse Sociale. L’agent de l’Etat qui entre à la retraite à l’âge de cinquante cinq (55) ans reçoit une prime supplémentaire de fin d’activités égale au sextuple du salaire mentionné au premier alinéa du présent article. »

International Labour Organisation : “[Codes et Lois du Rwanda](#)”, juillet 2002, consulté le 15 novembre 2022.



À propos d'Asylos

Asylos est un réseau de chercheurs bénévoles qui assistent les avocats défendant les demandeurs d'asile en leur fournissant des recherches sur la situation dans les pays d'origine. Fondé en 2010, Asylos a été créé pour répondre aux dysfonctionnements du système d'asile européen qui ne garantit pas le respect des droits fondamentaux des requérants. Asylos vise à soutenir les avocats exerçant dans des pays où l'insuffisance de l'aide juridique ne permet pas de couvrir les coûts de recherches de preuves documentant les violations des droits de l'Homme ou autres persécutions. Les recherches sont effectuées sur demande des avocats et portent sur les conditions dans le pays d'origine du requérant et autres informations pertinentes à tout cas individuel. Pour plus d'informations, visitez notre site web www.asylos.eu.

Vous pouvez vous abonner à notre newsletter sur www.asylos.eu.

À propos de cette note

Ce document a été réalisé par Asylos en réponse à des questions spécifiques posées par un avocat défendant un demandeur d'asile. La recherche est basée sur des sources publiques et éventuellement sur des entretiens avec des experts. Toutes les traductions présentes dans le document ont été réalisées par les chercheurs d'Asylos, sauf si spécifié autrement. Ce document n'a pas l'intention d'être exhaustif. Les avocats peuvent utiliser les informations contenues dans cette note et la soumettre à la Cour dans son entièreté, mais ni ce document ni des extraits de ce document ne peuvent faire l'objet d'une publication en ligne sans l'autorisation d'Asylos.

Aidez-nous

Si vous appréciez notre travail, pensez à faire un don pour nous soutenir. Seulement 5€ par mois nous permet de continuer à aider les avocats et les organisations comme la vôtre à obtenir justice pour le compte de leurs clients. Je vous remercie.

Vous pouvez faire un don à asylos.eu/take-action/donate.

